



Déclaration préalable du SE-UNSA à la CAPD du 13 mars 2009

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames, Messieurs,

Afin de répondre aux attentes des collègues qui nous ont permis d'être réélus, sans oublier pour autant les autres, nous siégerons, comme nous l'avons toujours fait, en toute transparence et équité, nous opposant lorsque c'est nécessaire mais également en proposant des alternatives car l'anti-systématique n'est pas notre philosophie!

Certes nous sommes ici pour défendre le service public d'Éducation, les conditions de travail de nos collègues et de leurs élèves, l'égalité de traitement sur le département, la primauté du qualitatif sur le quantitatif, les droits de nos collègues de plus en plus bafoués, mais également pour rappeler qu'avant d'être des numens, les enseignants sont des femmes et des hommes avec leurs forces et faiblesses, avec des hauts et des bas... Nous n'oublierons jamais qu'un enseignant bien dans sa tête sera bien dans sa classe!

Merci à notre ministre de sa grande considération pour le paritarisme puisqu'il a dit que ces élections professionnelles représentaient un enjeu social important. Dommage que les actes ne suivent pas les dires !

Quant aux CAPD "elles sont, comme toute instance paritaire, un espace privilégié au sein duquel se développe le dialogue social, une des garanties fondamentales énoncée par le statut général des fonctionnaires".

Emouvant non ces quelques mots trouvés sur le site de notre ministère ? Le terme le plus approprié serait plutôt démagogique quand on constate les manœuvres orchestrées à tous niveaux pour ramener la CAPD à sa portion congrue en minimisant de plus en plus le rôle des représentants du personnel :

Les mises en place des centres d'appels téléphoniques que vous aviez pris pour une boutade lors de la CAPD de rentrée sont effectives : comment qualifier la méthode qui consiste à s'empresser de faire appeler par des « opérateurs d'une société privée » des candidats 3 semaines avant les commissions paritaires pour leur donner ce qui est présenté comme un résultat. A fortiori quand il faut les rappeler par centaines voire milliers pour leur annoncer que c'était une erreur.

N'eut-il pas mieux valu préparer correctement ces opérations de mutation du second degré ?

Le cynique locataire de la rue de Grenelle affirme avoir voulu la mise en place du dispositif « info mobilité » pour reprendre la main sur le dossier des affectations. Nous, nous ajoutons « et limiter ainsi le rôle d'information des syndicats ».

Au SE-UNSA, nous n'avons pas dans nos mandats la pratique de la co-gestion, nous laissons au ministre et à ses représentants leurs responsabilités d'employeurs et entendons garder la nôtre qui consiste à défendre les personnels et l'École Laïque.

Par contre, le SE-UNSA est demandeur d'une véritable politique de gestion de ressources humaines. C'est bien ce qui nous inquiète pour le futur mouvement du premier degré et nous vous l'avons dit à maintes reprises. Outre les instructions ministérielles, nos collègues costarmoricains ont le privilège d'avoir un Recteur qui les « considère », comme en attestent ces propos méprisants parus dans la Presse dans laquelle il disait notamment que "les enseignants privilégient leur confort personnel à l'intérêt collectif". Curieusement, nous attendons toujours l'annonce de l'implantation du rectorat à Rostrenen.

Cette double peine, nos collègues vont la subir de plein fouet puisque certaines mesures prises dans notre département sont issues, soit de la volonté du Ministre, soit de celle du Recteur et ne sont pas discutables : c'est une drôle de conception du dialogue social, en tout état de cause, ce n'est pas la nôtre!

Et quelles mesures ! Faire une seule phase de vœux, obliger nos collègues à demander des zones géographiques. Heureusement que notre demande a été entendue en groupe de travail et que vous avez accepté d'augmenter le nombre de zones (même s'il en aurait fallu plus) et de limiter le nombre de demandes obligatoires (là il aurait fallu annuler cette obligation !).

Nous attendons toujours les réponses à nos vives inquiétudes quant au fonctionnement du logiciel, nous n'osons imaginer que c'est parce que vous doutez de son efficacité ! Comment accepter qu'un tel outil soit mis en place sans être certain qu'il garantira l'équité ? Et vos réponses à ce sujet, quand vous demandez à votre service informatique de concevoir des outils informatiques complémentaires, nous font encore plus douter de l'efficacité du logiciel national, même si nous apprécions vos efforts pour pallier ses insuffisances supposées... Nous continuons à penser que la décision de calquer le mouvement du 1^{er} degré sur celui du 2nd degré a été prise dans l'ignorance totale des spécificités du premier degré : il s'agit à notre sens d'une décision technocratique sans lien avec la réalité du métier de professeur des écoles.

Nous nous dirigeons donc vers un mouvement à l'aveugle, une barque en plein brouillard où l'on va naviguer à la godille.

Ce qui est grave, c'est que ces opérations de mouvement sont essentielles pour nos collègues, elles conditionnent leurs vies professionnelles mais aussi familiales qui seront bien loin du confort personnel cité par notre recteur ... Alors oui, nous sommes inquiets quant à ce futur mouvement où les règles de nomination risquent de n'être ni précises, ni justes !

Nous vous disons très fort que:

- il ne doit y avoir aucune place pour l'arbitraire,
- ne devraient être pris en compte que le barème et les conditions personnelles parfois difficiles de nos collègues.

C'est pourquoi nous avons demandé des modifications de ce barème, pour atténuer les effets des nouvelles contraintes induites par ce mouvement..

Nous avons réclamé qu'il y ait des points de rapprochement de conjoints afin de faciliter la vie familiale. Demande pas encore entendue, pas plus que celle de supprimer la protection des postes fléchés, et pourtant il est clair que cette spécificité costarmoricaine peut générer de graves conflits au sein des équipes.

Il faut s'attendre à que vos services soient assaillis de coups de téléphone, car si les représentants du personnel se posent beaucoup de questions, qu'en sera-t-il pour nos collègues ?

Après toutes les attaques subies par notre profession : dénigrement de l'école et de ses enseignants, collègues de maternelle bafoués, programmes archaïques présentés comme une évolution, plus de travail avec moins d'heures, les maîtres spécialisés voués à disparaître, les évaluations de CM2 en janvier, pressions et menaces de sanctions multiples, droit de grève bafoué, droit syndical attaqué, suppressions de postes, EPEP dans les cartons, avaient-ils à subir cette énième attaque, la plus redoutable tant elle remet en cause l'équilibre de plus en plus difficile à trouver pour nos collègues entre un métier aux exigences croissantes et une vie personnelle rendue encore plus problématique par la crise.

Il ne faudrait pas oublier que l'Éducation n'est pas une marchandise, que l'on ne manufacture pas des enfants comme on produirait des voitures et que donc, les seules richesses que l'école se doit d'offrir aux enfants et à leurs parents sont l'acquisition de savoirs, de savoir-faire et savoir être, une éducation à la citoyenneté afin d'en faire des individus possédant un esprit critique, capables d'analyses et de propositions, capables d'accepter et de refuser, capable de proposer et de s'opposer, une ouverture sur la culture générale seule garantie d'un esprit libre et respectueux!

Je citerai Gide pour terminer : « La hauteur de l'orgueil se mesure à la profondeur du mépris ». Malgré les attaques subies, nos collègues continuent à faire leur métier et à croire en un vrai service public d'Éducation au service de nos élèves, En tant que représentants du personnel du Se-UNSA, nous serons là pour les défendre car ils le méritent, mais nous le ferons toujours dans un esprit de concertation socle d'un paritarisme réel !